Forum sur les questions des minorités

Point 3 de l'ordre de jour

Intervention de la délégation de la Roumanie

Seulement le texte prononcé fait foi

Merci, Monsieur le Président,

La Roumanie s'associe à la déclaration de l'Union européenne. Nous sommes d'accord que les Etats ont un devoir particulier pour protéger le tissu social par une activité soutenue de protection et de prévention de toute discrimination ou marginalisation des segments de la société y compris des personnes qui appartiennent aux minorités nationales. Souvent, comme il est le cas des Roms dans la plupart des pays où ils vivent les Etats doivent adopter des mesures actives afin d'assurer le rattrapage des décalages qui se sont accumulés pendant des longues périodes du temps.

La Roumanie s'est préoccupée de la représentation des personnes appartenant aux minorités nationales dans la vie publique depuis le rétablissement d'un système démocratique. Aujourd'hui, la Roumanie a un Président qui a commencé son activité en tant que représentant d'une minorité nationale et un vice-premier ministre qui appartient à la minorité hongroise. Les autres minorités nationales ont été représentées dans le Parlement de la Roumanie depuis 1990.

Aussi, les minorités sont représentées au niveau local par présidents élus des conseils départementaux, maires et conseillers municipaux.

Néanmoins, nous avons compris que la représentation politique en soi est essentielle mais d'autres mesures sont nécessaires. Dans cet esprit la police roumaine a adopté depuis des années maintenant la pratique de s'ouvrir vers les membres des minorités nationales qui veulent poursuivre une carrière dans les forces policières.

Ainsi chaque année les écoles de police qui instruisent les officiers et les agents de police, recrutent chaque année des élèves d'ethnie hongroise, rom et des membres d'autres minorités. Nous le soulignons, il s'agit des places réservées pour les citoyens roumains qui appartiennent aux minorités nationales.

Cette pratique a contribué aussi à la diffusion des tensions et à assurer la paix sociale.

Pour conclure, Monsieur le Président, on voudrait se référer à une intervention de ce matin, et de rappeler le fait que l'organisation administrative interne des États est une prérogative souveraine de celles-ci et qu'il n'y a pas de standards internationaux relatifs ou des obligations pour les États, y compris d'assurer l'autonomie sur de critères ethniques.

Dans le débat interne actuel sur la réorganisation territoriale du pays, toutes les parties prenantes, y compris les organisations qui représentent les minorités nationales.